

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-14-05 DU 11 OCTOBRE 2021

L'An deux mille vingt et un, le 11 octobre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 5 octobre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle
Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6
Nombre de Conseillers Municipaux excusés : 1
Nombre de Conseillers Municipaux absents : /

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN

ABSENTS REPRESENTES :

G. GENTHON pouvoir à J. GAGET
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT
C. DEBRYE pouvoir à J.C. DURA

J.N. SALMON pouvoir à K. HALLOUL
A. VERJUS pouvoir à A. SAGIROGLU
L. NASSISI pouvoir à B. JAN

EXCUSES : A.V. MITTENDORFER

OBJET : REGLEMENT D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE

NOTE DE SYNTHESE

Le Conseil municipal a délibéré, le 17 février 2018, la création d'un régime d'aides directes au développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente, modifié par délibération du 12 octobre 2020. Ce dispositif est complémentaire aux aides directes au titre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) ainsi qu'au dispositif « Financer mon investissement commerce et artisanat » de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les entreprises éligibles à ces dispositifs sont : les entreprises de 0 à 49 salariés disposant d'un point de vente en dehors des zones commerciales et d'activités.

Les dépenses éligibles sont :

- les investissements de rénovation des vitrines ;
- les équipements destinés à assurer la sécurité du local ;
- les investissements d'économie d'énergie ;
- les investissements matériels neufs ou d'occasion.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-14-05 DU 11 OCTOBRE 2021

L'aide de la commune est fixée à 20 % des dépenses éligibles. Le plancher de subvention communale est fixé à 1 000 €, soit un minimum de 5 000 € de dépenses hors taxes éligibles. Le plafond de la subvention communale est fixé à 10 000 €, soit un maximum de 50 000 € de dépenses hors taxes éligibles.

L'aide de la commune peut être complétée :

- par les aides directes du FISAC selon les mêmes critères, le même taux et les mêmes plancher et plafond ;
- par l'aide régionale qui intervient selon les mêmes critères, le même taux et le même plafond et à partir de 10 000 € de dépenses hors taxes éligibles.

Le règlement des aides directes prend fin au 30 novembre 2021. Dans le cadre du FISAC, une demande a été faite auprès de l'Etat afin de modifier, après accord de l'ensemble des signataires de la convention cadre du FISAC, la répartition de la subvention de l'Etat à l'opération en affectant 18 000 € supplémentaires à l'action 11-b « aide directe à l'investissement des commerçants du centre-ville pour moderniser leur point de vente ». Ce transfert permettra de proposer l'attribution d'aides FISAC jusqu'à la fin de l'année 2022.

Par ailleurs, la Région a modifié son régime d'aide le 22 janvier 2021 en y apportant des précisions et en modifiant les modalités d'instruction.

Afin de conserver une cohérence et une simplicité entre les dispositifs d'aide de la Commune et de la Région et de prolonger les aides directes du FISAC d'une année, il est nécessaire de modifier les éléments suivants du règlement :

- les entreprises éligibles sont celles employant moins de 10 salariés ;
- les investissements permettant l'organisation de points de retrait de produits (drive...) sont éligibles ;
- les acquisitions de véhicules utilitaires de livraison et de tournée sont éligibles ;
- l'achat de consommables et de petits matériels n'est pas éligible ;
- un taux unique de 20 % maximum de subvention est appliqué quelle que soit la typologie d'investissement éligible ;
- La date d'accusé réception du dossier complet constituera la date de début d'éligibilité des dépenses. Une exception sera toutefois faite pour les entreprises en création pour lesquelles un démarrage anticipé de l'opération n'excédant pas trois mois avant la date de dépôt du dossier de l'entreprise sera autorisé ;
- Les projets bénéficiant d'une part de subvention au titre du FISAC devront faire l'objet d'une demande de versement avant le 30 novembre 2022.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-14-05 DU 11 OCTOBRE 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal n°2020-22-04 du 12 octobre 2020,

Vu le projet de règlement d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente,

Vu l'avis favorable de la commission Economie-Finances du 21 septembre 2021,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE le règlement d'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer l'ensemble des documents relatifs à l'attribution et au versement des aides susmentionnées.

DIT que les dépenses seront imputées au compte A05/90/20422 du budget principal de la commune.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 11 octobre 2021

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS